

FEMMES ESCLAVES = SILENCE TOTAL DES ÉLUES SOCIALISTES

Reçu d'un Prêtre Australien.

Et on ose encore faire des fêtes de l'abolition de l'esclavage !

Elles sont quinze au gouvernement et voici leurs noms : Ségolène Neuville, Laurence Rossignol, Axelle Lemaire, Carole Delga, Geneviève Fioraso, Annick Girardin, Fleur Pellerin, George Pau-Langevin, Sylvia Pinel, Aurélie Filipetti, Marylise Lebranchu, Marisol Reyevrand de Menthon (alias Touraine), Christiane Taubira, Ségolène Royal, Najat Vallaud-Belkacem. Que font-elles ? Pour plus de la moitié d'entre elles, personne n'en sait rien, mais toutes se revendiquent féministes, n'ont que "droits des femmes et des lesbiennes en couples" à la bouche.

Or, elles auraient depuis quelques mois des occasions formidables de défendre ces droits, de le dire haut et fort avec l'assentiment de presque tous les Français, d'agir pour sauver des femmes et en retirer en même temps un bénéfice électoral.

L'esclavage sexuel des femmes explose et que disent-elles, que font-elles ? Rien !!!

Rien parce que ce serait montrer du doigt l'esclavage sexuel musulman qui ravage le monde depuis plus de quatorze siècles, que ce soit en Afrique, en Europe ou en Asie. Sujet tabou.

Tout le monde connaît ce tableau de Léon Jérôme qui montre la vente d'une jeune juive à un vieil arabe, lequel après avoir glissé un doigt dans son sexe pour vérifier qu'elle est bien vierge comme promis par le vendeur, vérifie ses dents pour voir si elle est en bonne santé.



On connaît moins cette photo prise en 1964 par l'agence France-press-infos d'esclaves capturés pour être livrés à

la Mecque, ville où le marché aux esclaves n'existe officiellement plus depuis qu'il a été remplacé par des agences discrètes qui font les achats de femmes sur internet ou par téléphone et fonctionnent activement de nos jours.



Non plus que celle ci-dessous, prise en Somalie, de femmes blanches et probablement malaises capturées sur des bateaux et vendues au marché, une activité signalée depuis longtemps.



(Légende :Egorgement d'esclaves noirs récalcitrants par des Somalis, spécialistes du trafic sur la côte orientale de l'Afrique, au profit des royaumes arabes)



Ces femmes, après avoir été essayées par l'acheteur somali seront, si elles sont bonnes, chargées sur un boutre qui ira les livrer au Yémen ou en Arabie à un acheteur arabe qui en donnera un bon prix.

L'ONG suisse *Slavery international* a pour mission de racheter des esclaves pour les libérer. Elle a repris le rôle qu'ont abandonné les Chevaliers de Malte qui sont, semble-t-il, devenus purement hospitaliers. *Slavery international* dit que leur prix n'est pas très élevé, que de nos jours, à Khartoum au Soudan, un noir mâle adulte est vendu à partir de 50 €, une femme jeune et présentable à partir de 100 €, vierge et noire 200 à 300 €, et pour les blanches les prix s'envolent.

Boko Haram capture des femmes pour les donner en esclaves sexuelles à ses soldats, les plus belles étant vendues à de riches africains ou arabes (tous médias, 2014).

Et le calife Ibrahim en fait autant en Irak et en Syrie. Ce sont des arabes chrétiennes, mais aussi yazidis et des musulmanes chiites, elles sont présentées dans des cages, comme les poules au marché et serviront d'esclaves sexuelles autant que domestiques. Mise à prix une centaine de dollars la pièce, dit-on, et rien ne garantit qu'elles n'ont pas été violées préalablement dans les bordels djihadistes, ou alors il faut demander une vérification par une matrone, mais c'est plus cher.



La députée irakienne Vianne Dakhil a expliqué que ces femmes sont conduites comme du bétail au marché aux esclaves récemment ré-ouvert à Mossoul, qu'elles y sont déshabillées, recouvertes d'une burka blanche et vendues aux enchères, au prix moyen de 150 \$. Plus de 700 Yazidis ont été récemment offertes à la vente le même jour.



Au Koweït, on vous dira que "*acheter des esclaves sexuelles permettrait aux hommes koweïtiens "décentes", "dévoués" et "virils" de résister au démon de l'adultère*". Mais cela est valable aussi au Qatar et dans toute la péninsule arabique. La femme n'étant qu'un objet, l'adultère n'y a pas le même sens que chez nous, ce n'est pas lui être infidèle, mais voler l'homme qui en est propriétaire et la femme adultère si elle est prise doit être lapidée puisque par définition, c'est de sa faute.

En Algérie, le Président de la République algérienne, Houari Boumediene, avait déclaré le 26 janvier 1971 au journal *L'Eclair des Pyrénées* : "*À Paris on semble ignorer que nous détenons un très grand nombre d'otages français. Quand il le faudra nous en communiquerons la liste à toute la presse et cela provoquera une émotion considérable en France. Alors pour obtenir la libération de ces otages il faudra y mettre le prix*". Il s'agissait à part à peu près égale d'hommes et de femmes provenant des enlèvements de masse de Pieds-noirs en 1962. Cet aimable chantage d'un ami des élites socialistes de l'époque ne fut suivi d'aucune réaction desdites élites. D'ailleurs ont-elles seulement demandé la liste à leurs amis du FLN ? Non.

Pourtant les très rares témoignages des femmes qui ont échappé à leurs tortionnaires musulmans du FLN disent qu'elles furent toutes violées, et battues si elles résistaient.

En Irak aujourd'hui, c'est le ministère des Droits de l'Homme qui réagit à la capture et à la vente des femmes par les djihadistes musulmans. À croire que nous aurions nous aussi besoin d'un ministère des droits de l'Homme en France pour y défendre vraiment les femmes. Myriam Benraad, politologue au CERFI, le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales commun au CNRS et à Sciences Po, deux institutions fortement en-socialisées, explique dans *Le Figaro Madame* que depuis 2003 les djihadistes moyen-orientaux font comme la pègre musulmane française : ils se sont mis en cheville avec des réseaux de prostitution kosovars, bulgares, arabes ou autres pour écouler la "marchandise".

En France, les statistiques du ministère de l'Intérieur disent que bon an mal an 5 000 femmes et filles disparaissent chaque année et ne sont jamais retrouvées sur les 20 à 25 000 dont la disparition est signalée. La presse ne médiatise que les disparitions à caractère criminel, les familles refusant souvent que l'on parle de ce qui peut n'être qu'une fugue ou une vie refaite ailleurs avec un autre homme. Mais sur les 5 000 jamais retrouvées, aucune statistique. Combien sont mortes dont le corps s'il est retrouvé sera enterré discrètement et anonymement (aucune obligation d'enquête n'est légalement imposée aux communes), combien ont réussi à refaire leur vie ailleurs, mais combien aussi ont fini dans les bordels ou harems maghrébins, et du Moyen-Orient arabe ?

"Pour l'État islamique les femmes doivent être assujetties et déshumanisées. Les combattants les considèrent comme des objets commerciaux et sexuels. Ils les capturent, les enferment et en font des butins de guerre. Dans le califat proclamé, la femme n'est pas une citoyenne, mais une esclave domestique et sexuelle à la merci de son mari. Récemment, ils ont imposé le voile à Mossoul, dans le Nord de l'Irak et en Syrie. Ces hommes assassinent froidement des populations. Mais la situation des femmes était déjà très périlleuse en Irak depuis 2003" (Myriam Benraad).

Du temps de Sadam Hussein que l'on finira par regretter, comme Kadhafi, Ben Ali et Moubarak tant la situation sociale s'est dégradée du fait des "printemps arabes" pour les minorités religieuses et les femmes dans les pays qu'ils dirigeaient, la situation était bien meilleure.

"Les Irakiennes avait des droits. Avec le premier embargo en 1990, il y a eu une régression juridique et sociale. Dans les provinces tribales, le crime d'honneur est apparu : une femme violée est tuée par son clan car elle a été souillée. Après l'invasion américaine en 2003, l'État qui leur garantissait un statut, s'est effondré. Sans État de droit, elles sont particulièrement exposées à la violence, et ne peuvent pas faire porter leur droit devant les tribunaux" (Myriam Benraad). La Benraad est de gauche, donc si les musulmans violent et tuent, c'est de la faute des Américains.

Mais la cause profonde de ces comportements esclavagistes chez les musulmans ?

"Une femme libre est le symbole de tout ce que les djihadistes détestent : l'Occident et la liberté... Ces extrémistes pensent qu'en les soumettant, ils reviennent aux bases de l'Islam".

Puis, madame Benraad explique que tout cela n'est pas l'islam, que rien dans le Coran n'est mauvais pour les femmes et que Kadidja bint Khuwaylid, la "cougar" que Mahomet épousa surtout pour sa fortune (elle avait 25 ans de plus que lui, avait été sa patronne quand il était chamelier et lui avait promis qu'il hériterait d'elle), était heureuse et libre.

Je comprends le souci que peut avoir Madame Benraad de rester politiquement correcte si elle ne veut ne pas être virée de son poste, mais c'est tout de même complètement faux.

C'est bien le coran qui définit le statut inférieur de la femme : elle doit être soumise à l'homme, se couvrir de voiles par pudeur, son témoignage ne vaut que la moitié de celui de son mari, etc. et Kadidja a dû supporter les neuf épouses secondaires de son jeune mari et ses innombrables maitresses dont certaines excessivement jeunes. Mais peut-être appréciait-elle son priapisme maladif si elle avait droit de temps en temps à quelques miettes ? Seulement personne ne peut jurer qu'elle était heureuse et libre, ça, c'est présomptueux.

J'imagine que c'est pour le même souci de ne pas prendre le moindre risque pour leur carrière ministérielle que les "dames" (entre guillemets car je me fais une autre idée de ce qu'est une vraie dame) citées en début d'article restent coites, que le malheur de leurs sœurs battues, violées, éventrées, lapidées, capturées et vendues glisse sur elles comme la pluie sur la peau d'une grenouille. Iraient-elles, si l'occasion leur en était offerte et que la transaction puisse se faire discrètement, jusqu'à acheter une jeune femme qu'elles auraient pour elles comme domestique et pour leur mari comme esclave sexuelle, ou inversement ?

Pour certaines d'entre elles, je me pose la question et à juste titre car, si ma mémoire est bonne, au moins l'une d'elles a déjà eu maille à partir avec la justice pour des "employées" exploitées et non payées. Elle est quand-même ministre.

Maurice D.